

Contre la sélection: du budget pour nos formations !

Le premier ministre, accompagné du ministre de l'éducation nationale et de la ministre de l'enseignement supérieur, a annoncé lundi dernier un grand plan pour favoriser, selon lui, la réussite des étudiant-e-s.

Ce plan propose notamment de refonder le système d'admission post bac (APB) en proposant aux lycéen-ne-s et futur-e-s étudiant-e-s de choisir jusqu'à 10 vœux d'orientation. Ces vœux ne sont plus classés, ce qui laisse la possibilité aux universités de consulter les dossiers des postulant-e-s avant de rendre une réponse. Il y a trois types de réponses qui pourront être données par les établissements : un « oui », un « oui mais » ou un refus. Le « oui mais » donnera alors lieu à une inscription sous condition de mise à niveau. L'étudiant-e-s devra donc faire une espèce « d'année zéro » rallongeant la durée de son cursus universitaire.

En somme le gouvernement donne la permission aux universités, selon leurs possibilités d'accueil, de refuser des étudiant-e-s. Celles-ci et ceux-ci conserveront la possibilité de saisir le recteur d'académie pour qu'une affectation leur soit proposée en correspondance avec leurs projets d'orientation. Ce système a largement prouvé son inefficacité à la rentrée 2017, vu le nombre de postulant-e-s en master laissé-e-s sur le carreau. A la sélection par l'échec dû au manque de places et de moyens se rajoute une sélection officielle qui va d'autant plus accentuer la sélection sociale.

Le gouvernement permet une sélection à l'entrée de la licence au lieu de prendre ses responsabilités en terme de financement des universités. Les établissements vont recevoir plus de 200 000 nouveaux et nouvelles étudiant-e-s dans les cinq prochaines années. Un chiffre qui va rendre d'autant plus compliqué la mission de service public des universités, si celles-ci ne reçoivent pas une augmentation de leurs budgets. Le gouvernement a annoncé 1 milliard d'investissement sur cinq ans pour soutenir la mise en place de la sélection. Mais, pour former correctement tout-es les étudiant-e-s, c'est plus de 3 milliards d'euros par an qu'il faudrait ! Il est nécessaire qu'un plan d'urgence pour l'enseignement supérieur soit mis en place pour permettre la rénovation des bâtiments, l'augmentation des capacités d'accueils et le recrutement de personnels enseignant-e-s et BIATSS.

De fait le gouvernement propose un plan pour permettre une sélection des étudiant-e-s mais sans l'assumer réellement.

Un plan qui va entériner la sélection sociale à l'université sans résoudre les problèmes de fonds, qui sont ceux du financement. Et une sélection absolument inacceptable compte tenu de la mission de service public qu'ont les universités : celle de permettre à tout-es les bachelier-ère-s d'accéder à un niveau supérieur de compétences.

Nous demandons au gouvernement de prendre ses responsabilités et nous appelons tous les lycéen-ne-s et étudiant-e-s à se mobiliser pour refuser la sélection.

Nous revendiquons :

- Un plan d'urgence pour l'enseignement supérieur financé à hauteur de 3 milliards d'euros par an sur cinq ans.
- Un enseignement supérieur ouvert et qui permet la réussite de toutes et tous, la fin de la sélection par l'échec.
- L'ouverture de nouveaux droits pour une réelle augmentation de la qualité de vie des étudiant-e-s.

Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>

contact@solidaires-etudiant-e-s.org